

Prolétaires de tous les pays, unissez-vous !

La Voix des Travailleurs

De Stem van de Arbeiders

n° 65

p.a.f. 0,60 € - octobre 2016

Périodique du groupe Lutte Ouvrière - Arbeidersstrijd (communiste trotskiste)

Interdiction des licenciements, sous peine de réquisition !

Répartition du travail entre tous, sans perte de salaire !

Dans ce numéro:

Congo : un système qui patauge dans le sang

Congrès du PS : la faillite de l'électoralisme et du réformisme

Pologne : vive la lutte des femmes !

Hongrie : la démagogie xénophobe d'Orban

Enseignement : ça ne va pas !

De Stem van de Arbeiders is ook in het Nederlands verkrijgbaar

La mobilité du futur...

72 000 morts prématurées chaque année en Europe, dont 2 300 en Belgique : c'est l'impact des concentrations en oxydes d'azote (NOX) dans les zones urbaines provoquées principalement par les gaz polluants émis par les voitures. Aucun constructeur automobile ne respecte la norme d'émission Euro 6, et certains, tel Fiat, Renault, Opel, la dépassent de 10 à 15 fois. Certes, les constructeurs trichent pour passer les tests d'homologation, en appliquant des méthodes qui rappellent celles de

VW pour les émissions de particules fines de ses moteurs diesel. Mais le problème, c'est aussi que les organismes d'homologation ferment les yeux, soit pour favoriser un constructeur national, comme pour la France et l'Allemagne, soit parce que l'homologation est devenue un business rentable, comme aux Pays-Bas ou au Luxembourg.

Alors, on peut passer au vélo... et profiter un max des NOX, mais se débarrasser du capitalisme sera de loin la solution la plus saine...

Soyez bio : recyclez votre ancien premier ministre

L'ex-premier-ministre belge Leterme a un nouveau boulot. Avec l'ex-commissaire européenne au climat (celle qui a fixé les normes de pollution au niveau demandé par les constructeurs d'automobiles), il a été embauché par Volkswagen afin de conseiller le groupe pour devenir plus vert et plus durable... Ou plutôt pour faire profiter ce groupe capitaliste de ses relations, pour mieux échapper aux sanctions ?

En tout cas, on peut appeler cela un recycling réussi. C'est vrai quoi. Pourquoi jeter les vieux serveurs s'ils peuvent encore servir !

Vive la lutte des femmes en Pologne !

Face à la mobilisation massive des femmes, le parlement polonais a renoncé à interdire totalement l'avortement comme le réclamaient des associations réactionnaires soutenues par l'Eglise catholique.

Une journée de grève et des manifestations rassemblant des centaines de milliers de femmes et d'hommes, habillés tout en noir pour la dernière, défilant dans les principales villes du pays ont donc contraint le gouvernement à reculer.

Cette victoire contre cette grave remise en cause du droit des femmes en appelle d'autres. C'est un exemple encourageant pour les mobilisations nécessaires contre les réactionnaires de tous poils et de tous les pays.

Qui sommes-nous ?

Le capitalisme montre tous les jours qu'il n'est pas seulement un système injuste et violent, mais qu'il est une sérieuse menace pour l'humanité : il cause les crises, les guerres, l'épuisement des matières premières et des milieux naturels. Ces grands problèmes ne peuvent être résolus sans mettre fin à l'anarchie de la société capitaliste actuelle, qui est divisée en classes sociales et repose sur la concurrence économique et l'égoïsme individuel.

Lutte Ouvrière organise des hommes et des femmes qui sont convaincus que le communisme est le seul avenir pour l'humanité.

Nous sommes convaincus que les travailleurs peuvent remplacer le capitalisme par une société libre, fraternelle et humaine, car ils constituent la majorité de la population et font fonctionner toute la société. Et ils n'ont aucun intérêt personnel au maintien de l'actuelle société.

Nous sommes convaincus que les travailleurs ont les moyens de remplacer l'État de la bourgeoisie et de soumettre les grandes entreprises et les banques ainsi que tout le fonctionnement de l'économie et de la politique à leur contrôle collectif et démocratique. C'est la condition pour que la majorité de la population puisse effectivement exercer le pouvoir et organiser la société dans l'intérêt de tous.

De plus, nous défendons l'idée que les travailleurs n'ont pas de patrie et qu'un peuple qui en opprime un autre ne peut être libre. Nous nous revendiquons du manifeste communiste de Karl Marx et Friedrich Engels qui finit par l'appel : Proletaires de tous les pays, unissez-vous !

Lutte Ouvrière – Arbeidersstrijd fait partie de l'Union communiste internationaliste (trotskiste) dont la section la plus connue est Lutte Ouvrière en France, le parti d'Arlette Laguiller et Nathalie Arthaud.

Nous nous revendiquons de Trotski, le révolutionnaire russe et compagnon de Lénine, qui a été assassiné pour n'avoir jamais plié et avoir défendu jusqu'au bout les idées communistes contre le stalinisme.

Pour nous contacter:

Ecrire à **BP 62 5100 Jambes**, sans autre mention

à **contact@lutte-ouvriere.be**,

ou par téléphone au **0479-44.81.52**.

éditeur responsable: P. Lambert, même adresse

Site internet :

<http://www.lutte-ouvriere.be>

Abonnements:

Normal: 8,50 € pour 10 numéros (1 an)

Avec soutien: 15 € pour 10 numéros (1 an)

Vous pouvez vous abonner à La Voix des Travailleurs :

Par virement au numéro de compte
IBAN : BE16 0004 2035 6974 ; BIC : BPOT BEB1
avec la mention : abonnement VdT
(N'oubliez pas de nous envoyer un mail avec vos coordonnées à contact@lutte-ouvriere.be)

Ou par envoi de vos coordonnées et du prix de l'abonnement à la boîte postale BP 62 5100 Jambes.

Interdiction des licenciements, sous peine de réquisition ! Répartition du travail entre tous, sans perte de salaire !

Après Caterpillar, Axa, Douwe Egberts... c'est au tour d'ING d'annoncer 7000 suppressions d'emplois, dont 3158 en Belgique, soit 4 employés sur 10!

C'est cela que le directeur d'ING Belgique, dans ses communiqués dans les médias, a le cynisme d'appeler la banque du futur !

La banque évoque la digitalisation, le fait que les clients ont moins de raisons d'aller à l'agence. La digitalisation a bon dos ! Si tout le monde avait accès gratuitement à Internet et ce genre de services, aujourd'hui impayables pour beaucoup, cela pourrait même être un progrès.

Mais sous le capitalisme, les technologies ne servent pas au progrès pour tous. Les ordinateurs, les applications smartphone, rendent superflue une partie du travail des employés ? Peut-être, mais pourquoi, ne peut-on pas simplement travailler moins longtemps pour le même salaire ? Ce n'est pas les technologies qui créent le chômage, ce sont les capitalistes. Car pour eux, l'augmentation de la productivité – le fait que, grâce aux technologies, on soit capable de produire plus en moins de temps – ne sert qu'à augmenter leurs profits.

Avec des profits de 4,01 milliards d'euros pour le groupe ING en 2015, en hausse de 200% par rapport à 2014, le groupe aurait largement les moyens de payer tous les salaires, intégralement. Mais pour les capitalistes, ce n'est pas une option. C'est leurs dividendes qu'ils veulent augmenter (+75% en 2015), et cela veut dire les augmenter en réduisant les salaires, vu que l'économie stagne ou régresse !

Au cours de ces dernières décennies, les profits engrangés par les actionnaires des grandes entreprises et des banques ont atteint des sommets, en condamnant des millions de travailleurs au chômage et à la précarité, tout en augmentant sans cesse la charge de travail des autres.

Et à quoi sert cette accumulation de profits ? A développer des choses utiles ?

Non, à court terme, il est bien plus rentable pour les capitalistes de placer dans la spéculation ces milliards tirés des muscles et des nerfs des travailleurs. Avec comme résultat l'aggravation brutale de la crise en 2008. Depuis lors, 13.000 emplois ont été supprimés dans le secteur bancaire belge, par des banques qui ont été sauvées à coups de milliards d'argent public !

Et dans tous les secteurs, les suppressions d'emplois et l'aggravation de l'exploitation se sont accélérées.

Mais si les banques et les profits des entreprises ont été sauvés avec l'argent des contribuables et la peau des travailleurs en proie au burn-out, l'économie est juste devenue encore plus folle, la spéculation encore plus démente. La presse parle aujourd'hui du risque d'une nouvelle crise, plus brutale encore que la précédente de 2008. Les sacrifices qu'on accepterait aujourd'hui, ne serviraient qu'à nous précipiter encore plus vite dans le chaos !

Ce système est incapable d'engendrer autre chose que des crises, le chômage, la misère pour le plus grand nombre et la barbarie. Il ne peut pas être sauvé, il est à renverser !

Les travailleurs créent toutes les richesses. Ils font tout fonctionner dans la société, ils devraient pouvoir tout décider. Dirigés collectivement, les progrès technologiques feraient des merveilles. Oui, les travailleurs seront capables de sortir l'humanité de la barbarie, car sous leur direction, ce sera l'intérêt du plus grand nombre qui primera, et non celui d'une poignée de parasites qui s'enrichissent sur le travail d'autrui et répandent guerres et misère.

C'est fort de cette conviction qu'on doit s'opposer à tous les sacrifices que les capitalistes et leurs serviteurs dans les gouvernements veulent nous imposer !

Face à un piquet, les pires licenciements peuvent invoquer « le droit au travail » et s'adresser à un juge pour faire condamner un travailleur qui défend son emploi. Les travailleurs qu'on prive de leur salaire ne peuvent invoquer aucune loi, mais ils peuvent créer un rapport de force pour imposer l'interdiction des licenciements.

Caterpillar vend moins d'excavatrices, ING a peut-être moins de visites dans les agences, Douwe Egberts vend moins de café. Alors on peut travailler moins, en étant payé autant ! Il faut répartir le travail entre tous, sans perte de salaire !

Et oui, les entreprises qui ferment, il faut les réquisitionner ! Il ne faut pas laisser les capitalistes détruire des moyens de production dont la collectivité a encore besoin !

Caterpillar - Gosselies

Les casseurs, c'est les patrons !

En marge de la manifestation de vendredi 7 octobre à Gosselies, des manifestants auraient pénétré dans la maison de l'industrie où siège notamment le syndicat patronal Agoria.

Quelques pots de fleurs auraient été renversés, des extincteurs vidés dans les couloirs et sur les ordinateurs...

Ce n'est pas ce genre d'action qui fera reculer le patronat et le gouvernement, mais ceux qui, dans le camp patronal, ont le culot de s'indigner contre « les casseurs » peuvent aller faire un tour du côté de Charleroi pour voir les innombrables carcasses des usines qu'ils ont cassées dans leur course au profit.

L'avenir de Charleroi selon McKinsey

Magnette a recruté un certain Thomas Dermine, frais émoulu de Havard et collaborateur chez McKinsey qui doit assister le baron Jean-Pierre Hansen, ex-CEO d'Electrabel, pour « penser et piloter la reconversion post-Caterpillar ».

Qu'y a-t-il à attendre pour les travailleurs d'un baron et d'un « golden boy » qui ont d'ailleurs déjà entériné la disparition de Caterpillar ? Il vaut mieux compter sur son propre camp, celui des travailleurs.

Dans le monde



Dans la manifestation de soutien à Caterpillar du 16 septembre 2016

Mauvaise médecine

A l'initiative de la ministre Maggie De Block, ministre fédérale de la santé (Open Vld), des équipes de médecins de l'Inami sont à l'oeuvre depuis le 1er octobre « pour raccompagner les malades au travail ». Après un mois, ceux-ci devront répondre à un questionnaire visant à déterminer leur chance de retour à la vie active. Mais, pour éviter des dépenses de la Sécurité sociale, pourquoi ne pas empêcher les patrons d'ING et de Caterpillar de mettre au chômage des travailleurs en pleine santé ?

Leurs problèmes ne sont pas les nôtres

Le 5 octobre, devant l'assemblée du personnel à Ingolstadt, le CEO d'Audi, Rupert Stadler, a longuement parlé de ses problèmes : le taux d'échange avec le livre Sterling causerait 55 millions d'euros de perte, le rouble qui dévisse en Russie lui donne des maux de tête, les tensions politiques en Turquie, la révocation de la présidente brésilienne, le scandale diesel qui entraîne des baisses de vente en Asie... pour finir par annoncer que la production sera réduite, une équipe de nuit sans doute supprimée.

Pour une entreprise qui bat des records de vente et de profits depuis des années, et qui récompense très grassement ses actionnaires et ses dirigeants, les 8 000 travailleurs présents l'ont trouvé mauvaise et ont récompensé la prestation comme il se doit : par des huées.

Des travailleurs de Hyundai en manifestation fin août pour une augmentation de salaire

Corée du Sud : grève des travailleurs de Hyundai

Le 26 septembre, 50 000 travailleurs (70%) du groupe sud-coréen Hyundai étaient en grève dans tous les sites du pays. Sous prétexte de baisse des ventes, la direction avait refusé d'augmenter les salaires.

Mais qu'elle ait trouvé 10 milliards de dollars pour acheter un terrain dans le prestigieux quartier de Seoul Gangnam pour y établir son nouveau siège, n'a pas donné envie aux travailleurs de danser.

La faillite de l'électoratisme et du réformisme

Le 2 octobre, le PS a tenu son congrès de rentrée. Le thème principal de la discussion était l'affaiblissement électoral du PS qui recule dans les sondages au profit du PTB. De quoi inquiéter beaucoup de membres du PS, et surtout ceux qui ont peur de perdre le ou les mandats politiques dans les communes, à la Région wallonne, dans les entreprises publiques ou à la Chambre qui leur assurent une existence confortable.

Alors comment regagner les électeurs ? Les dirigeants du parti ont martelé la nécessité de ne pas perdre le contact avec les électeurs, d'être sur le terrain et encore sur le terrain. Et c'est comme ça qu'on voit aujourd'hui les Di Rupo et les Onkelinx tenter de se racheter une virginité politique en marchant dans les manifestations contre l'austérité du gouvernement Michel, qui n'est pourtant que la continuation de l'austérité du gouvernement Di Rupo.

Mais ils ont aussi mis en avant des propositions politiques, telle que « la semaine de 4 jours sans perte de salaire avec embauche compensatoire » et des « conseils de travailleurs » qui auraient un pouvoir de décision dans les entreprises « à côté des actionnaires ».

Oh oui, il faudrait diminuer le temps de travail, et sans doute même plus que d'un jour. Mais comment l'imposer aux actionnaires et aux patrons ? Car pour appliquer une réduction du temps de travail sans perte de salaire, il faudra bien qu'ils renoncent à une part de leurs profits !

Le PS au pouvoir n'a jamais rien imposé aux patrons. Il est à leur service ! C'est Di Rupo qui a privatisé la Poste, la Sabena ou encore la CGER devenue Fortis. Avec la suite qu'on connaît. C'est le dernier gouvernement Di Rupo qui a pris les décisions qui ont privé des dizaines de milliers de chômeurs de leurs allocations de chômage, les obligeant à chercher un travail qui n'existe pas ! Mais il n'a jamais rien opposé aux capitalistes qui licencient. Au contraire, le patronat a toujours pu compter sur les aides de la Région wallonne. Le PS a voté les intérêts notionnels qui permettent aux grandes entreprises d'éviter l'impôt !

Le PS se défend en accusant le système des coalitions en Belgique qui l'obligerait à faire des concessions. Mais pourquoi ce ne sont pas les autres partis qui font des concessions, pourquoi les actionnaires des entreprises ne sont jamais amenés à faire des concessions ? Pourquoi est-ce toujours aux travailleurs qu'on demande des sacrifices ? Le système des coalitions n'est qu'un prétexte facile, la réalité c'est que les dirigeants du PS défendent eux aussi les intérêts du patronat et pas ceux des travailleurs. Alors « la semaine de 4 jours » sera oubliée après les élections comme toutes les autres promesses du PS.

Quant à la proposition du « conseil des travailleurs » dans les entreprises, elle résume le mensonge par lequel les partis socialistes ont désarmé les travailleurs : qu'il peut y avoir une entente entre les travailleurs et les patrons, qu'il peut y avoir un moindre intérêt commun ! Qu'il suffit de bien négocier.

C'est faux ! Les patrons n'ont rien à faire des propositions des syndicats, pourquoi écouterait-ils un conseil des travailleurs ? Les profits des capitalistes c'est le résultat de l'exploitation des travailleurs. Pour les augmenter, ils exploitent davantage les travailleurs ! De l'autre côté, pour diminuer l'exploitation ou simplement pour empêcher son aggravation, les travailleurs doivent imposer une diminution des profits ! C'est leurs profits OU nos salaires, c'est eux OU nous ! Et il n'y a pas d'entente, pas de décision raisonnable pour tous. Il y a deux camps aux intérêts opposés, les intérêts des patrons d'un côté et ceux des travailleurs de l'autre.

En ce temps de crise, la lutte de classe s'intensifie, les attaques patronales deviennent de plus en plus brutales. Et le mensonge réformiste et électoraliste d'une entente entre les classes vole en éclat !

Il ne s'agit pas de sauver les partis socialistes qui se sont usés jusqu'à la corde au service de la classe capitaliste. Il faut un parti aux travailleurs qui sera un instrument efficace dans la lutte de classe, un parti qui aide la classe ouvrière à prendre conscience, à s'organiser et à mener des luttes collectives capables de modifier le rapport de force, un parti prêt à les mener jusqu'au bout, jusqu'à l'expropriation des capitalistes !

Le SP.A se couche devant la N-VA

Cet été, John Crombez, le président du SP.A, a déclaré que son parti avait été « trop laxiste avec l'immigration dans le passé ». Il cède ainsi devant la N-VA dont c'est le fonds de commerce de verser sa haine sur les pauvres, d'où qu'ils viennent.

Les Crombez & Co. n'ont plus rien à voir avec les partis socialistes des origines qui avaient écrit l'internationalisme sur leur drapeau et qui combattaient les idées nationalistes en faisant prendre conscience aux travailleurs qu'ils font partie d'une grande classe mondiale qui représente l'avenir quand elle prendra le pouvoir. Leur slogan était : prolétaires de tous les pays unissez-vous !

Mais c'est vrai, à l'époque ils ne géraient pas encore les affaires de la bourgeoisie mais voulaient la renverser...

Augmentation de l'emploi...ou de la précarité ?

Malgré toutes les annonces de suppressions d'emploi, il y en a qui osent nous dire que l'emploi se porterait bien. Il y aurait même 75 000 emplois de plus depuis l'entrée en fonction du gouvernement Michel.

On se garde juste de mentionner qu'une personne qui ne travaille que quelques heures par semaine, les indépendants qui ne gagnent que 18 000 euros brut par an, les auto-employeurs (qui conduisent les voitures Uber, louent leur chambre avec AirBnB ou livrent des pizzas) sont comptés dans ce nombre ayant un emploi... même s'il est plus que précaire et ne permet pas vraiment de vivre.

Ne pas voir ce « détail » peut convenir à la com du gouvernement, mais ne peut pas leurrer les très nombreux travailleurs qui survivent ainsi d'un petit boulot à l'autre.

Le gouvernement veut passer en force

A la veille de son « conclave budgétaire », le gouvernement a annoncé aux syndicats que la « loi Peeters », c'est-à-dire une importante attaque contre le code du travail qui mettrait notamment fin à la semaine des 38 heures, ferait partie des décisions.

Alors tous ceux qui se sont mobilisés le vendredi 7 octobre pour protester contre l'ensemble des mesures anti-sociales du gouvernement et les licenciements annoncés dans les entreprises, et cela malgré l'annulation partielle de la grève, ont eu bien raison. Et cela ne doit pas être la fin de la mobilisation, mais son début !

Une austérité sans fin...pour les travailleurs

Au lieu des 2,4 milliards € de mesures d'austérité prévues, c'est 4,2 milliards que s'apprête à chercher le gouvernement ce mois d'octobre.

Pourquoi ? Parce que les caisses de la Sécurité sociale sont en déficit de 698 millions €. Mais après avoir baissé les cotisations patronales de 33% à 25% en 2015, ces caisses ne pouvaient pas être en boni !

Les rentrées fiscales sont aussi moins importantes qu'espéré, car la croissance économique est en baisse. Mais avec le saut d'index et la hausse des taxes et accises en 2015, la consommation ne pouvait pas augmenter.

Et le Bureau du Plan annonce déjà 5 milliards € d'économies supplémentaires en 2018, une évaluation qui a toute les chances d'être revue à la hausse, comme les précédentes.

Les gouvernements justifient leur politique

d'austérité en expliquant qu'il faut rembourser la dette. Mais les mesures d'austérité s'accumulent et la dette augmente. En réalité, l'austérité ne sert qu'à maintenir les revenus des riches et des entreprises malgré la stagnation de l'économie capitaliste... en prenant dans les poches de la population.

Nous payons, vous payez, ils profitent ?

Alors que les économies à trouver se chiffreraient à 4,2 milliards d'euros, de quoi nous parle-t-on ? De réduire les impôts des entreprises. Pour les PME, c'est-à-dire des entreprises jusqu'à 500 travailleurs, il n'est même plus seulement question de passer de 33,99% à 25%, mais à 18% ou 17%. Qui dit mieux ?

Le gouvernement vide les caisses au profit des patrons. Qu'il ne vienne pas nous dire que nous devons tous faire un effort !

Enseignement: grève à l'Athénée Jean Absil

Les professeurs de l'Athénée Royal Jean Absil à Etterbeek ont fait grève mardi 20 septembre pour protester contre la surpopulation de l'école.

L'école compte aujourd'hui 1200 élèves contre 800 il y a 10 ans et les effectifs vont continuer à augmenter car la ministre Schijns a sommé l'école d'ouvrir des classes de 1ère en plus pour pallier le manque d'écoles.

Cela crée un manque de place dans les locaux, un manque de locaux, un manque de toilettes, un manque de salle de gym... La cuisine est trop petite ainsi que le réfectoire qui ne compte que 96 places, une majorité d'enfants y mangent donc assis par terre ! Sans compter le bruit et la dégradation du climat que la surpopulation entraîne.

Et combien d'autres écoles sont dans la même situation sans que ça se sache, car il a fallu la grève pour que les médias s'y intéressent.

Il manquera 20 000 places d'ici 6 ans dans les écoles de la Communauté française, et ce n'est pas en

entassant toujours plus les élèves où en mettant des containers dans les cours qu'on règlera la situation. Alors le personnel de Jean Absil a bien raison de protester, car il faudra que tous les travailleurs protestent si on veut assurer une école digne de ce nom aux enfants !



Une école-conteneur d'aujourd'hui et une du début du siècle passé... le progrès scolaire sous le capitalisme !

Il faut mettre fin à ce système qui patauge dans le sang !

Les manifestations violemment réprimées au Congo ont sorti ce pays pour un instant de l'ombre de l'oubli médiatique dans lequel il est habituellement plongé.

L'actuel chef d'Etat Joseph Kabila essaie depuis des mois de contourner son obligation d'organiser des nouvelles élections. Ses rivaux qui veulent prendre sa place appellent à manifester.

Charles Michel, en tant que premier ministre de l'ancienne puissance coloniale du Congo se dit ainsi « vivement préoccupé » et appelle au « respect de l'Etat de droit. Lequel suppose (...) qu'il y ait des élections honnêtes (...) ».

L'Etat de droit ?! Le seul droit qui ait jamais existé au Congo depuis plus de 400 ans est celui des pillards et des exploiters !

Dès le 16ème siècle, les bourgeoisies française et anglaise ont accumulé d'immenses fortunes avec le commerce des esclaves noirs. Ensuite, le Congo est devenu propriété privée de Léopold II en 1886, colonie de la Belgique en 1908. Beaucoup de grandes fortunes belges, à commencer par la famille royale, ont trouvé leur origine dans l'exploitation féroce des richesses du Congo : l'ivoire et le caoutchouc à la fin du 19ème siècle, l'huile de palme, bois tropicaux et minerais jusqu'à aujourd'hui. Les belles façades de Bruxelles n'existeraient pas sans le Congo que la bourgeoisie belge en collaboration avec les bourgeoisies des autres pays capitalistes, a saigné à blanc à coups de chicotte. Après l'indépendance en 1960, le gouvernement belge a soutenu Mobutu, un des pires dictateurs de l'Afrique, parce qu'il garantissait les intérêts des groupes capitalistes qui dominaient le Congo.

Le pillage du Congo est loin

d'être fini et il n'a rien perdu de sa brutalité. Le Congo est le 7ème plus grand fournisseur de cuivre. Présent dans tous les câbles électriques du monde, il permet de faire rouler les trains, d'illuminer les villes. Mais au Congo, seulement 15% de la population a accès à l'électricité !

Le Congo fournit 80% du coltan du monde, un minerai rare présent dans tous les appareils d'électronique fine : GSM, tablettes, équipement de satellites... Ce sont des avancées technologiques extraordinaires. Mais dans le système capitaliste, ils s'accomplissent dans la plus grande barbarie. Les rivalités autour du coltan et autres minerais ont plongé l'Est du Congo dans une guerre d'une extrême brutalité entre une multitude de bandes armées qui terrorisent la population et qui a déjà fait plusieurs millions de morts.

Oh, les grands groupes à la pointe de ces technologies qui ont pignon sur rue – les Apple, Siemens, Samsung... – ne sont jamais impliqués directement, mais profitent largement du bas prix du coltan, extrait à main nue par des enfants !

L'Etat congolais n'est en mesure de contrôler qu'une toute petite partie des minerais, diamants, or, cuivre, coltan, manganèse, plomb... qui quittent le pays sans aucune taxe, sans apporter le moindre revenu à l'Etat.

Mais si aujourd'hui, les gens descendent dans la rue, c'est que la crise frappe aussi le Congo. Le ralentissement économique dans les pays riches diminue la demande en minerais et leurs prix baissent. Selon la presse africaine, depuis le début de l'année, 13 000 emplois auraient disparus dans le secteur

minier au Congo où le taux de chômage officiel dépasse les 50%. Et cela ne sont que les emplois officiellement recensés. Pour les innombrables creuseurs à l'est du pays, leur sort s'aggrave au fur et à mesure que le prix du kilo de minerai baisse. Avec cela, le franc congolais se dévalue rapidement. Cela signifie que des millions de familles passent de la survie à la famine.

C'est ce même recul du secteur minier que le groupe Caterpillar invoque ici pour justifier la fermeture de son site de Gosselies. Certes, la misère des travailleurs ici, même au chômage, est sans commune mesure avec celle des masses laborieuses au Congo. Mais elle a la même cause : un système absurde et inhumain, où le profit de quelques-uns passe devant les intérêts de la majorité de la population.

La fabrication de bulldozers n'est peut-être plus intéressante pour les actionnaires de Caterpillar qui veulent voir leurs dividendes continuer d'augmenter, mais de telles machines manquent cruellement au Congo et ailleurs ! Il y a des routes et des réseaux ferrés à construire, des fleuves à rendre navigables, des mines qu'on pourrait exploiter de façon plus sûre et plus humaine, pendant que les enfants vont à l'école ! Mais cela n'est pas assez rentable, cela ne les intéresse pas ! Alors ils ferment les usines et jettent les travailleurs à la rue.

Pour inverser la situation, pour produire ce dont les populations ont besoin, il n'y a pas d'autre moyen que d'exproprier les capitalistes. C'est le seul moyen de les empêcher de ravager des régions entières et de détruire les usines dont l'humanité a encore besoin !

Hongrie : Orban et sa démagogie xénophobe

Avec 40 % de participation, et moins encore si on enlève les votes blancs, le Premier ministre hongrois Viktor Orban n'a pas obtenu le plébiscite qu'il espérait pour son référendum anti-Europe et anti-immigrés, même si 98 % des votants ont approuvé sa politique.

À l'intérieur du pays, chaque clique politique tente d'utiliser ce vote. Orban brandit les résultats en sa faveur pendant que ses adversaires agitent la non-validité du référendum. D'autre part, le gouvernement Orban et la Commission de Bruxelles s'envoient à la tête leurs analyses divergentes des votes.

En fait, peu importe qui l'a emporté dans ce référendum et peu importe s'il est validé ou pas par la Constitution. Le pire résultat ne réside pas dans les pourcentages de participants, mais dans la campagne qui a duré des mois auparavant. Car ce plébiscite a été préparé par toute une propagande raciste, xénophobe et nationaliste, dont le gouvernement Orban a littéralement submergé la population.

Évidemment, derrière cette politique se cache, comme ailleurs, la volonté de faire diversion sur les questions essentielles pour les classes populaires. Incapable de résoudre les problèmes sociaux, le gouvernement hongrois cherche dans la démagogie nationaliste un remède pour maintenir sa popularité, mise à mal par la corruption, de notoriété publique, de la clique dirigeante.

Cette tactique n'est pas l'apanage du gouvernement d'extrême droite d'Orban. Elle est pratiquée dans tous les pays d'Europe. En France, de Le Pen à Valls (premier ministre PS), les candidats à la présidentielle utilisent les migrants comme épouvantails pour agiter les idées les plus réactionnaires. Elle a servi aussi au Royaume-Uni aux conservateurs pour préparer le référendum qui a vu le camp du Brexit l'emporter dans

les urnes. Et ici en Belgique, pas une semaine ne passe sans des propos anti-musulmans ou anti-immigrés de la N-VA et sans que les autres partis aient quoi que ce soit de sérieux à lui opposer.

Mais cette politique, déjà ignoble, prend un tour encore plus dramatique dans un pays comme la Hongrie, où la pauvreté est plus importante. Dans ce pays de 10 millions d'habitants, 4 millions de personnes vivent sous le seuil de pauvreté, les problèmes sociaux sont encore plus prononcés et donc la vie politique plus dure et brutale.

Ainsi la manipulation des préjugés anti-migrants prend depuis des mois une tournure violente en Hongrie. L'été dernier, Orban faisait bâtir un mur pour bloquer les réfugiés à la frontière serbo-hongroise. Des milices pour pourchasser les migrants, les rudoyer et les renvoyer ont vu le jour.

En menant sa campagne xénophobe, le gouvernement Orban ne se contente pas de spéculer sur des préjugés racistes existants, il est responsable de leur renforcement au sein de la population. Et ce sont tous les travailleurs qui en feront les frais.



A la frontière hongroise

Afghanistan : un bilan catastrophique

Une conférence internationale, réunissant les représentants des principaux pays impérialistes, a eu lieu afin de lever des fonds pour soutenir l'État afghan.

D'après les participants eux-mêmes, aujourd'hui plus de 40 % de la population vit avec moins de 1,35 dollar par jour, la corruption est généralisée, 70 % du budget de l'État dépend de l'aide internationale, les femmes n'ont toujours aucun droit sous leur burka, les attentats sont monnaie courante et les talibans occupent toujours un tiers du pays. A cela s'ajoute la

présence de 10.000 militaires principalement américains, qui occupent le pays.

Cyniques, les dirigeants européens en ont profité pour signer un accord pour faciliter l'expulsion des migrants afghans arrivés en Europe.

Les interventions des pays impérialistes sont présentées par leurs dirigeants comme une aide aux populations locales. L'Afghanistan montre ce qu'il en est : un pays détruit, ravagé par des années de guerre et une pauvreté sans fond.